

## Pierre Moscovici, Au coeur de l'Europe: le "moment social-démocrate" européen

**Légende:** Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des Affaires européennes dans le gouvernement Jospin de 1997 à 2002, s'exprime sur les similitudes et les différences existant entre les gouvernements sociaux-démocrates qui sont au pouvoir en Europe à la fin des années quatre-vingt-dix.

**Source:** MOSCOVICI, Pierre. Au coeur de l'Europe, Entretiens avec Henri de Bresson. Paris: Le Pré aux Clercs, 1999. 149 p. ISBN 2-84228-075-X. (Bibliothèque politique). p. 28-30.

**Copyright:** (c) MOSCOVICI Pierre

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/pierre\\_moscovici\\_au\\_coeur\\_de\\_l\\_europe\\_le\\_moment\\_social\\_democrate\\_europeen-fr-b1fc93f2-29a9-447b-a50a-e3b58dc1a455.html](http://www.cvce.eu/obj/pierre_moscovici_au_coeur_de_l_europe_le_moment_social_democrate_europeen-fr-b1fc93f2-29a9-447b-a50a-e3b58dc1a455.html)

**Date de dernière mise à jour:** 03/09/2014

## Pierre Moscovici, *Au coeur de l'Europe*

[...]

— *Comment voyez-vous évoluer le débat au sein de cette gauche européenne ? Quand Lionel Jospin est arrivé au pouvoir en 1997, on a opposé une gauche « blairiste » et une gauche « jospiniste ». Et on se demandait où étaient les Allemands au milieu de tout ça, alors on les a partagés en deux. Le futur chancelier Gerhard Schröder côté Blair, Oskar Lafontaine, l'ex-président du SPD, côté Jospin. Comment cela se passe-t-il en pratique ? Êtes-vous obligé de vous rapprocher ou y a-t-il des fossés infranchissables ? Est-ce que vous disposez des forums nécessaires pour brasser un peu toutes ces idées entre vous ?*

— Il existe, c'est clair, plusieurs sensibilités dans le parti des socialistes européens. Il y a les sociaux-démocrates du Nord, qui ont traditionnellement à cœur la défense de l'État providence, et dont le fonctionnement repose sur des liens forts entre des partis de masse et des syndicats également puissants. Ce modèle fait d'ailleurs débat, chez les sociaux-démocrates : les Suédois se sont convertis, dans la douleur, à la baisse des prélèvements obligatoires et à la super-rigueur, le SPD allemand, avec Gerhard Schröder, bouge vers le *neue Mitte*, le nouveau centre — ce qui n'était pas forcément l'option de l'ancien président de ce parti, Oskar Lafontaine.

Il y a l'expérience du « new Labour », qui s'appuie sur l'individu et les communautés en prenant ses distances par rapport aux syndicats. Il s'agit là, au fond, de la forme moderne de ce que l'on appelait jadis le *catch all party*, le « parti attrape-tout ». Le *new Labour* — et il ne s'en cache pas — tend franchement vers le centre, et assume des caractéristiques nationales extrêmement fortes, ce qui ramène à la fois à l'atlantisme et au libéralisme. Cette « troisième voie » est un composite pas si facilement exportable, mais qui a pour certains la séduction de la nouveauté.

Il y a le socialisme français, marqué là aussi par notre histoire nationale, incarné par un parti de cadres et non de masse. Nous avons des conceptions intellectuelles ou idéologiques auxquelles nous tenons, notre système d'alliance est spécifique — c'est l'Union de la gauche hier, la gauche plurielle aujourd'hui —, et tout cela nous écarte résolument d'une thématique ou d'une tentation centristes. Et je pourrais aussi évoquer le modèle italien : le PDS est un parti ex-communiste qui, parvenu enfin au pouvoir, rassemble autour de lui des coalitions larges et complexes, allant au delà du centre gauche.

Ces différences existent. Mais ce qui a été intéressant au cours de la période écoulée, c'est, tout d'abord, que ces partis l'ont emporté partout, ou presque partout en Europe, en tout cas partout où il y a eu depuis 1995 des élections, et ce n'est pas par hasard. Nous évoquons l'impact des grèves françaises de 1995 et leur impact politique. Cet épisode illustre ce que veulent les Européens aujourd'hui. Ils veulent une Europe qui représente une société ouverte, la capacité à échanger. Mais ils veulent aussi la protection et les sécurités, au sens de la sécurité intérieure, au sens de la sécurité sociale, au sens de la sécurité extérieure, ils veulent une Europe qui soit un instrument de puissance. Et c'est pour cela qu'ils se tournent vers les sociaux-démocrates, vers les socialistes, parce qu'ils pensent que ces forces combinent ces deux dimensions, l'ouverture et la sécurité. C'est cette perception qui fait la force de la gauche européenne, qui du coup est plus unie qu'on ne pourrait le penser.

Ne négligeons pas non plus l'importance des échanges qui ont lieu dans des forums tels que le parti des socialistes européens, ne minimisons pas l'importance des contacts personnels entre les « leaders ». On a beaucoup glosé sur l'image que Gerhard Schröder pouvait avoir de Tony Blair, Tony Blair de Lionel Jospin, Lionel Jospin de Massimo D'Alema, pour chercher des « axes », des « couples » ou des « triangles ». Mais ces stéréotypes prennent un coup de vieux, parce que les hommes se connaissent, qu'ils ont l'occasion de se rencontrer, d'échanger.

Ces rencontres sont un élément souvent sous-estimé ou méconnu. Pourtant, elles jouent un rôle très important au niveau européen. L'Europe est souvent présentée comme une grosse machine bureaucratique, technocratique. Elle est en fait dirigée par 60 hommes et femmes qui se connaissent bien, qui se rencontrent souvent, qui se tutoient, qui ont des relations personnelles souvent amicales. Il s'agit des chefs d'Etat et de

gouvernement, et autour d'eux des ministres des Finances, des Affaires étrangères, des Affaires européennes. C'est un milieu assez homogène, où les contacts personnels jouent un très grand rôle. On parle beaucoup de couple franco-allemand et il est vrai que la relation franco-allemande est déterminante. Mais au-delà, le quatuor D'Alema, Jospin, Blair, Schröder existe, et c'est un atout pour l'Europe. Plus leurs relations personnelles sont bonnes, plus les préventions s'atténuent, plus les différences, sans disparaître, s'effacent derrière les convergences, plus l'ensemble avance. Le fait qu'il y ait aujourd'hui, parmi ces 60 personnes, 45 ou 50 socialistes et sociaux-démocrates, pèse. Indubitablement, s'il n'y avait pas eu cette donnée, il n'y aurait pas eu les objectifs pour l'emploi fixés au Sommet extraordinaire de Luxembourg, en novembre 1997, il n'y aurait pas de pacte européen pour l'emploi, même s'il est seulement naissant pour l'instant.

[...]